

L'objection de croissance comme contrefeu et vecteur de transformation civilisationnelle

Conférence de Michèle Gilkinet pour les amis du Monde diplomatique
Samedi 13 février ULB : les habits verts du capitalisme

Le temps des catastrophes. Celui des effondrements. La fragilité de nos sociétés.

Ces mots, ces phrases percent dans nos media et dans nos consciences citoyennes. On les retrouve, les entend, de plus en plus souvent. Les constats ne sont plus à faire tellement ils s'étalent devant nous. Les crises ne sont seulement plus annoncées, nous commençons à les vivre en direct.

Est-ce à dire que nous avons fait le tour de leur analyse ? Certainement pas. Si les constats sur les crises ne sont plus à faire, l'examen attentif de leurs causes reste encore largement nécessaire tant nous sommes immergés dans un modèle de société qui contamine notre manière de voir les choses. **C'est peut-être bien là que les objecteurs de croissance ont le plus de choses à apporter. Ils nous offrent la possibilité de regarder les choses avec un regard neuf et partant ils sont, me semble-t-il, créateurs de contrefeux et porteurs de transformation civilisationnelle.** C'est d'ailleurs ce qui constitue le moteur essentiel de leurs actions.

Si l'objection de croissance nous apporte quelque chose, c'est d'abord celle-là : **la possibilité de nous extraire de ce qui est communément admis comme un fait incontournable alors qu'il ne s'agit que d'une construction mentale établie pour consolider dans nos esprits ce qui fonde nos sociétés jusqu'à ce capitalisme débridé et dévastateur que nous subissons.**

Les objecteurs de croissance démontent le système de croyance sous-jacent au productivisme et ils le font publiquement. **Ils démontrent à suffisance que l'utopie n'est pas de changer de système mais bien de croire que celui dans lequel nous sommes plongés durera encore longtemps. Ils ouvrent des perspectives.**

Ils nous apprennent d'abord à « décroire » pour reprendre l'expression de Marie-Dominique Perrot¹. A « décroire » pour être enfin en mesure d'identifier ce qui est de l'ordre de la croyance et ce qui fonde la réalité. Mais on ne « décroît » pas (dans tous les sens du terme) sans outils et sans se confronter aux faits.

La réalité c'est qu'une croissance infinie est impossible dans un monde fini. On a beau faire et retourner les choses dans tous les sens, la finitude nous rattrape. Nous devons faire avec. Cette prise de conscience constitue un fameux **premier contrefeu**².

¹ Voir **Décroire pour décroître ? Objections et suggestions de croissance**, une conférence de **Marie-Dominique Perrot** (professeur émérite de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement de Genève) : <http://www.ad-oc.be/doc/journee21fev09/actes.htm>

² Voir les Travaux de Christian Arnsperger et plus particulièrement son dernier livre : «Ethique de l'existence post-capitaliste. Pour un militantisme existentiel». Cerf, 2009, 310 pages. Celui-ci, pour reprendre la lecture de Bernard Legros « nous indique bien que les axiomes, et le système économique en question qui en découle, répondent à des angoisses existentielles, comme la peur de la finitude. Plutôt que d'annihiler illusoirement celles-ci, le militant existentiel, au sein de sa « communauté existentielle critique », leur cherchera des réponses

Cette évidence devrait être une évidence pour chacun d'entre nous au moins depuis que la conquête de la lune nous a permis de nous rendre compte combien notre planète Terre était bien le seul havre sur lequel nous pouvions compter des années-lumière à la ronde. Le fait que nous nous en rendions compte si tardivement **montre bien la force du modèle productiviste et consumériste que nous avons mis en place jusqu'à l'intérioriser**. Face à l'interaction spéculaire³ qui nous est encore largement défavorable aujourd'hui, un contrefeu ne suffira pas. Il nous en faudra d'autres. **Mais le premier nous permet au moins de faire un petit bout de chemin car il nous permet de voir et de nommer, et Dieu sait l'importance du verbe pour nos constructions mentales, ce qui fonde le système dans lequel nous vivons**. Il nous permet de voir et de nommer le côté systémique des crises que nous subissons les unes après les autres et combien loin d'être des accidents dans nos histoires celles-ci sont finalement les conséquences-mêmes du système « croissanciste » en place.

Puisqu'une croissance infinie est impossible dans un monde fini, le lien nous apparaît : pas étonnant le changement climatique, pas étonnante la perte de la biodiversité ; pas étonnante la confrontation au pic du pétrole et aux déplétions annoncées des ressources non-renouvelables comme le cuivre, le zinc, ... l'uranium ; pas étonnant que le Sud peine de plus en plus ; pas étonnantes les crises géopolitiques de plus en plus nombreuses pour l'accès aux ressources ; pas étonnant que depuis le temps qu'on nous promet que notre modèle permettra d'enrayer la faim et la misère dans le monde on n'y arrive pas... Non, tout cela ne nous étonne plus. Ce qui nous étonne plutôt c'est que finalement, chez nous du moins, on continue à s'en tirer, ou à faire comme si la situation restait sous contrôle. Jusqu'à quand ?

Quelle sera la crise qui provoquera l'effondrement non seulement de notre système social mais de très nombreux systèmes de par le monde ? Le réchauffement climatique ? Le pic du pétrole ? La perte de la biodiversité ? Que pourrons-nous faire si le pétrole, sang de notre économie, ne nous est plus accessible qu'à des coûts exorbitants ou si les pertes de biodiversité provoquent l'effondrement du vivant ? A regarder tout cela de près il y a de quoi frémir et détourner le regard tant les repères communément admis et fonctionnels dans nos sociétés s'effondrent devant un examen attentif. C'est d'ailleurs ce que font largement nos dirigeants actuels et ce contre quoi les OC se rebiffent.

Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, notre modèle n'est pas tenable. Il n'est donc pas extensible, ni géographiquement ni dans le temps. Nous sommes arrivés au bout. Il nous faut en changer. La mise en évidence de ce fait constitue, me semble-t-il, **le second apport des objecteurs de croissance : c'est d'abord notre modèle que nous devons changer, dans le système qu'il y a derrière notre assiette qu'il nous faut regarder, devant notre propre porte que nous devons balayer**.

Le gâteau est déjà empoisonné. Continuer à le faire grossir en le teintant de développement durable ou en le remettant à l'ordre du jour sous la forme du green new deal ne peut que nous empoisonner plus encore. Bien sûr le capitalisme est outrancier et dévastateur, bien sûr il faut nous en débarrasser, bien sûr nous devons nous méfier de ses habits verts mais nous devons aussi nous méfier de ce qui à gauche et donc dans le camp auquel j'appartiens fonde aussi le productivisme. C'est sans doute là **le troisième apport des objecteurs de croissance. Ils interpellent la gauche sur un certain nombre de ses fondements en lui demandant de**

en dehors du champ intégral capitaliste par le biais d'une « spiritualité radicale », à ne pas confondre avec le «spiritualisme New Age», contre lequel le lecteur est mis en garde.

³ Voir « anti manuel d'Ecologie » d'Yves Cochet page 130

s'en éloigner et donc de déplacer le curseur à partir duquel elle fonde sa critique du système capitaliste.

- **Il en va ainsi de l'idéologie du progrès** qui consiste à considérer que l'Homme est né pour être le maître de la nature et qu'il avance inéluctablement vers l'amélioration constante du monde.

- **Il en va aussi ainsi de l'illusion de l'innovation technologique salvatrice.** Nous vivons dans un monde qui valorise systématiquement l'innovation sans considérer l'ensemble de ses conséquences, sociales, environnementales et sociétales, en oubliant que c'est cette même foi qui a souvent engendré les catastrophes que la technologie prétend aujourd'hui solutionner. N'est ce pas ce qui arrive avec les technologies de captage de CO2 promues par les mêmes lobbies qui hier pourtant célébraient le pétrole bon marché ?

L'idéologie du progrès et l'illusion que la technologie nous sauvera alimentent largement le Développement Durable (DD)⁴ dont nous devons aussi sortir

On peut comprendre qu'en 1987, de nombreux militants écologistes se soient laissé abuser par l'espoir de voir enfin changer les choses. Les faits se sont révélés très cruels depuis lors tant la dégradation de l'état du monde se poursuit. Croire que cette dégradation serait due à trop peu de développement durable constituerait une erreur. Le DD⁵, en laissant croire que la technologie, le libre-échange et la bonne volonté suffiront pour « sauver la planète », est un concept dangereux. Il fait perdre un temps précieux et permet aux Etats et aux multinationales de perpétuer des comportements socialement et écologiquement destructeurs. Ainsi le DD ne remet nullement en question les outils du consumérisme: la publicité, l'obsolescence organisée ou encore le crédit. Il ne s'interroge qu'à la marge sur la nature des productions. Lorsqu'il le fait, c'est pour nous dire qu'il pourra en transcender les limites grâce à la

- **la substituabilité des facteurs** comme si on pouvait obtenir le même nombre de pizzas en diminuant la quantité de farine mais en augmentant le nombre de fours ou de cuisiniers. Ou si on pouvait remplacer toutes les ressources naturelles par des nanoparticules ou des OGM sans risques sanitaires, écologiques ou sociaux.

⁴ Le concept de développement durable (« sustainable development ») a vu le jour en 1987 avec la publication du « Rapport Brundtland » par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations-Unies. Il est défini comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Le développement durable inaugure, selon ce même rapport, une nouvelle ère de croissance économique permettant de mieux lutter contre les problèmes de dégradation de l'environnement. En 1992, la déclaration de Rio adoptait cette logique et, en son principe n° 12, disait promouvoir un système économique international ouvert, propre à engendrer une croissance économique et un développement durable dans tous les pays. Le développement durable ne remet donc aucunement en question la croissance et la réalité des « besoins » du présent. Il n'est donc pas surprenant que 15 ans après Rio, l'état de la planète ait continué à se dégrader ; l'empreinte écologique, paramètre global révélateur de l'impact des activités humaines sur l'environnement, montre une évolution continue à la hausse, sans aucune inflexion depuis 1992. En 2005, l'empreinte écologique globale dépassait la capacité de régénération de la planète de 30% contre 10% en 1992.

⁵ L'expression développement durable est d'ailleurs tellement polysémique qu'on lui fait dire une chose et son contraire. N'entendons-nous pas de plus en plus parler de croissance durable en lieu et place de développement durable. Le bêtisier du DD se remplit régulièrement de ces perles. Si vous voulez rire un bon coup, je vous engage à le consulter, il est facilement accessible par internet. <http://www.decroissance.org/betisier.htm>

- **l'économie immatérielle** comme si cette dernière allait pouvoir remplacer partout dans le monde la vieille économie industrielle. Comme si elle ne s'accompagnait pas de la délocalisation dans les pays du Sud de nos industries les plus polluantes et du rapatriement chez nous à coût de CO2 des produits à même de satisfaire notre servilité consumériste⁶.
- **l'écoefficient** en oubliant l'effet rebond ou encore le simple fait que les baisses d'impact et de pollution par unité se trouvent systématiquement anéanties par la multiplication du nombre d'unités vendues et consommées. L'exemple de l'automobile est à cet égard édifiant. « *La France de 62 millions d'habitants, nous dit Yves Cochet⁷, possède 36 millions d'automobiles. La Chine de 1 330 millions d'habitants en possède aussi 36 millions. Si les Chinois devaient vivre comme les Français, leur pays devrait posséder plus de 770 millions d'automobiles. Ce seul chiffre doublerait le parc automobile mondial. Cet accroissement est impossible du simple fait qu'il n'y aura jamais assez d'acier, de plastiques, d'aluminium, de plomb, de cuivre ... pour construire autant de véhicules, ni assez de pétrole pour les mouvoir* ».

Je vous laisse réfléchir à cela. Je vous propose d'inclure dans votre réflexion d'autres pays, par exemple l'Inde ou le Brésil, ou un autre produit, par exemple les ordinateurs ou les téléphones mobiles. Je crois que vous arriverez à la même conclusion qu'Yves Cochet et que les objecteurs de croissance. **Il est plus probable que nos pays rejoindront le niveau de l'Inde ou celui de la Chine que l'inverse.**

Le nombre de « disvaleurs » produites par notre système nous apparaissait déjà clairement au moins depuis mai 68. Mais cette fois ce n'est plus seulement de disvaleurs qu'il s'agit mais bien d'un risque d'effondrement total.

A l'argument de l'envie, du souhait, du désir de changer la société tant les misères qui s'étalent devant nous blessent nos cœurs, s'ajoute donc celui de la nécessité. Non seulement nous voulions changer la société mais aujourd'hui nous savons que nous devons le faire de toute façon. D'une part nous sommes placés devant une responsabilité inédite dans l'histoire de l'humanité car de ce que nous entreprendrons ou pas dépendra une bonne part de ce qui adviendra. Et d'autre part, lorsqu'on y regarde de près, on voit bien que nous avons tout intérêt à nous mettre en ordre de route pour un autre paradigme puisque de toute façon c'est ce qui nous attend.

Les révolutions ne réussissent que parce qu'elles sont une nécessité historique, disait déjà Marx. On en est là.

Nommer les choses, dire pourquoi il faut en sortir ne suffit bien évidemment pas. Si c'est une condition nécessaire, elle est loin d'être une condition suffisante. Nous avons aussi besoin d'un projet. Si les OC reconnaissent qu'ils ne livrent pas une autre société clef sur porte, **ils en indiquent malgré tout largement le chemin. C'est là leur quatrième apport.**

Généralement on s'accorde pour dire qu'il y a **quatre voies à l'objection de croissance.** Quatre voies qui s'imbriquent les unes dans les autres et qui concernent différents aspects de notre vie : le niveau individuel, le niveau collectif, le niveau politique et le niveau théorique

⁶ Pour plus d'info, voir Serge Latouche « Le pari de la décroissance », page 46

⁷ Voir « Antimannuel d'écologie » d'Yves Cochet page 34

voire philosophique. Sans qu'on sache bien d'ailleurs toujours définir où commence et où finit l'une ou l'autre. On les décrit comme ceci :

- 1) **La voie de la simplicité volontaire** pour se libérer chacun du système
- 2) **La voie du travail collectif sur des territoires déterminés.** C'est s'unir pour faire plus avec moins.
- 3) **La voie politique** pour faire entendre notre voix et provoquer le débat démocratique
- 4) **La voie théorique** qui vise à analyser les tréfonds de notre civilisation actuelle mais aussi ceux de celles que nous devons faire advenir.

A la base de ces voies une même conviction : **nous devons faire un choix, choisir la décroissance ou subir la décroissance.**

Pour une société croissanciste, la décroissance c'est la récession. De cela nous ne voulons pas et pourtant c'est à cela qu'elle nous mène comme l'ont bien décrit notamment les chercheurs qui s'occupent du pic du pétrole et de ses conséquences⁸.

Pour une société de décroissance, la décroissance de la production (et de la consommation) appelle bien évidemment un nouveau cadre théorique et pratique dans lequel elle pourrait se réaliser. Ce cadre est en construction.

Pour les objecteurs de croissance, **le plus grand danger qui nous menace actuellement est la passivité.** On nous présente la mondialisation comme une tendance inévitable, on nous dit qu'après l'échec du socialisme, le capitalisme avec son leitmotiv de la primauté du marché demeure l'unique voie possible. Nous pensons que rien de cela n'est vrai. Sans connaître toutes les solutions aux problèmes auxquels nous sommes et serons confrontés, sans avoir une proposition clef sur porte de ce que pourrait être la société idéale de demain, nous pensons qu'il y a d'autres voies d'action qui permettent de progresser **vers une écosociété, une société où les humains vivraient en harmonie entre eux et avec la nature.** Ces voies sont multiples et s'articulent les unes aux autres. C'est là le **cinquième apport des OC : dire et affirmer que c'est par la multiplicité des actions, par leurs diversités et leurs articulations qu'on pourra changer les choses. Car si la réponse à donner est éminemment politique et économique, elle ne peut venir que d'en bas. Le « en haut » étant trop paralysé par le paradigme actuel comme le prouve une fois de plus l'échec de Copenhague.**

C'est à nous de faire le boulot. Et c'est ce qui commence à se faire : partout se créent des coopératives, des banques du temps, des nouvelles techniques écologiques, sociales, agricoles, des Systèmes d'échanges locaux (SEL), des systèmes d'échanges de savoir... Il faudrait plusieurs heures pour raconter toutes les initiatives intéressantes qui sont déjà à l'œuvre et qui se mettent en réseaux, réseaux au pluriel comme à travers le réseau Colibris⁹, le réseau des villes en transition¹⁰ ou encore celui du mouvement politique des OC¹¹. Le temps manque ici

⁸ Voir notamment « **Quel scénario pour le franchissement du pic pétrolier ?** » dans la « Revue du Pic pétrolier numéro 4 » de ASPO Belgique <http://www.aspo.be/index6.html>

⁹ Voir : Terre et humanisme de Pierre Rabhi. <http://www.terre-humanisme.org/>

¹⁰ Voir : http://www.amisdela terre.be/article.php?id_article=655

¹¹ Voir : <http://www.objecteursdecroissance.be/>

pour développer ce point mais je voudrais attirer l'attention sur ce qui, me semble-t-il, constitue **leurs fondements** :

- ces actions visent toutes à satisfaire des besoins de bases : alimentation, énergie, logement, santé, culture, éducation... ;
- elles s'inscrivent dans des espaces concrets, des territoires déterminés ;
- elles visent la sobriété des moyens et le partage de ceux-ci ;
- elles travaillent en réseaux et vont même jusqu'à mettre au point des monnaies coopératives d'échange entre réseaux ;
- elles favorisent la coopération et la participation citoyenne ;
- les outils¹² qu'elles mettent en œuvre se veulent à la mesure de l'homme et donc maîtrisable par lui ;
- elles veulent porter « soin » au sens large du terme : elles appliquent d'abord le principe de précaution ;
- elles sont radicales car elles s'exercent à la racine des choses
- à leur base, on retrouve la même idée forte : nous connaissons ou sommes capables d'esquisser des solutions, mais nous avons besoin de créer une conscience commune entre nous tous, expérimentateurs, alternatifs et créatifs et nous avons besoin de balises.

Voilà ce à quoi s'attachent les objecteurs de croissance : **créer une conscience commune et mettre en place des balises**. Décrire tout le projet politique des O.C. est impossible ici. Nous n'en avons pas le temps. Je vais donc en rappeler les principales caractéristiques.

L'objection de croissance est désirable avant d'être nécessaire, ce qui revient à dire que l'objection de croissance s'imposerait même si les ressources étaient illimitées. Les solutions qu'elle apporte ne doivent pas être jugées uniquement à l'aune de l'efficacité économique et écologique, auquel cas nous tomberions dans le même piège que celui du développement durable ou dans un nouveau totalitarisme.

L'objection de croissance symbolise en le nommant un changement de paradigme. C'est le choix d'une autre vision du monde dans laquelle le sens de la mesure remet l'être humain et ses activités en équilibre avec son milieu mais aussi avec ses semblables.

L'objection de croissance propose un chemin en partie accessible dès aujourd'hui pour construire démocratiquement une nouvelle vision politique de la société, un idéalisme politique. Celui-ci englobe certes la conscience des traumatismes présents et à venir causés par l'idéologie de la croissance et ses « solutions », mais il donne aussi une orientation nouvelle dans le sens d'une redécouverte de l'humanisme par l'avènement d'une citoyenneté authentique, dans le sens de « l'insurrection des consciences » dont parle Pierre Rabhi.

L'objection de croissance est émancipatrice. Elle nous rend la capacité d'agir et de prendre notre propre vie en main au lieu de la laisser sombrer dans des crises de plus en plus globales et catastrophiques. Elle nous donne la possibilité d'inventer et de nous investir sans attendre dans un nouveau paradigme humaniste, libérateur et socialement équitable. Si elle prend en considération les limites au-delà desquelles une accumulation de biens cesse d'être supportable pour la collectivité, elle nous libère également de nombreuses contraintes qui empêchent la réalisation de notre humanité.

¹² Dans le sens illichien du terme

En remettant en cause les suppôts de la croissance que sont le productivisme, l'idéologie du progrès et l'illusion de l'innovation technologique salvatrice, **l'objection de croissance exerce une « tension créatrice¹³ » dans les débats à gauche.**

L'objection de croissance a conscience qu'emprunter le chemin de la sobriété ne doit pas se faire de façon dogmatique ou linéaire.

Une société de sobriété ou postcroissanciste n'est évidemment pas l'image inverse d'une société de croissance. Ça, c'est la récession. La société appelée par les OC se situe sur un autre axe. En effet si la décroissance s'applique à toutes les catégories de la population ce qui se passe avec les récessions puisque rien n'est anticipé ou à peine, elle engendre incontestablement pour les catégories les plus défavorisées des situations beaucoup plus difficiles que pour les catégories favorisées. Pour les OC il est donc impératif de mettre en place **un ensemble de mécanismes de soutien public aux initiatives radicales de transformations¹⁴**. Le plutôt sera le mieux car cette mise en place faciliterait la transition civilisationnelle que nous devons opérer tout en assurant un revenu décent, chose que la société croissanciste a et aura de plus en plus de mal à assurer. Le financement de ces opérations pourrait au moins en partie être trouvé au sein des budgets actuels qui continuent à soutenir largement des secteurs appelés à disparaître comme celui de l'automobile ou de l'aviation low cost par exemple.

Nous pensons également qu'il sera sans doute nécessaire de **redéployer des services publics inédits** aujourd'hui, un peu comme ceux qui géraient « les communs » dans le temps.

La relocalisation de nos modes de vie, la réduction du temps de travail, le revenu inconditionnel d'existence, la création de monnaies régionales sont bien sûr à l'ordre du jour de notre réflexion tant elles apparaissent comme des outils dont nous ne pourrions pas nous passer.

Détailler toutes les propositions que nous avançons réclamerait un débat particulier pour chacune d'elle. Je ne vais donc pas le faire ici. Malheureusement, car j'aurais voulu avoir le temps de décrire une proposition que me paraît essentielle non seulement parce qu'elle est totalement prévisible mais encore parce que je pense qu'elle est incroyablement porteuse d'espoir. Je parle bien sûr de la relocalisation de nos modes de vie et plus particulièrement de la relocalisation économique. Elle est au cœur du projet politique des OC comme elle se trouve au cœur de la simplicité volontaire et des pratiques collectives dont je vous ai parlé.

Par ailleurs, notre réflexion n'est pas achevée. Je l'ai dit : nous n'avons pas un modèle clef sur porte à offrir et nous nous méfions du dogmatisme. Néanmoins, nous ouvrons largement une nouvelle voie pour appréhender les faits et ouvrir des perspectives alors que le modèle actuel nous mène à l'effondrement. Pour en savoir plus, je vous renvoie au site :

<http://www.objecteursdecroissance.be>

Michèle Gilkinet, Objectrice de croissance et présidente du GRAPPE, Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Ecologique. <http://www.grappebelgique.be/>

¹³ Sur la tension créatrice, voir les travaux de Paul Ricœur par exemple ici : <http://74.125.77.132/search?q=cache:XX5Wsnd9MNwJ:www.groupe-cassandra.com/categorie-10249201.html+tension+cr%C3%A9atrice++Ricœur&cd=9&hl=fr&ct=clnk&gl=be>

¹⁴ Voir à cet égard notamment les propositions de Christian Arnsperger <http://www.objecteursdecroissance.be/journal/journal-mpOC-1.pdf>